Nos marchands qui viennent de votre ville nous ont dit qu'on leur avait refusé de plomber ou cacheter leurs marchandises; nous avons lieu de douter de la sincérité de leurs excuses, après un ordre de la Cour aussi formel. Nous vous prions cependant de vouloir y faire attention, parce que nous serions obligés de refuser les marchandises venant de votre ville qui ne seront pas munis de semblables précautions. »

Le 21 août, le bureau de santé de Villefranche étant assemblé, « sur les avis qui sont venus des progrès de la maladie contagieuse dans les différentes provinces où elle s'est introduite, il a été jugé à propos, en conformité de l'avis du conseil (d'État), du 24 juin, d'ordonner ce qui suit :

1° Faire conduire à la Quarantaine les marchandises présentées aux notables et insuffisamment certifiées et plombées, arrêter les chevaux, bœufs, équipages, et voituriers, pour être statué par le bureau;

2° Défense de recevoir aucune personne ni marchandise venant de Languedoc, Vivarais, Dauphiné, Velay, et partie de l'Auvergne confinant au Givaudan. Seront les marchandises provenant de ces provinces, conduites à la Quarantaine pour y être parfumées ;

3° Pour empêcher néanmoins l'interruption du commerce dès paroisses de cette province et des environs avec cette ville, permettons aux notables de laisser entrer les fils ouvrés et toiles qu'ils reconnaîtront être fabriqués dans cette province ou aux environs, de même que les laynes qui seront connues être provenues dans les environs de cette ville, pourvu, néanmoins, que les dictes laynes n'excèdent pas le poids d'environ dix livres. »

Le 2 septembre « MM. les commissaires assemblés, sur l'avis qu'on a des progrès que fait la maladie contagieuse dans le Givaudan, et pour tâcher de s'en garantir dans cette ville par des précautions qu'on peut prendre en faisant des provisions, il a été convenu que l'un des commis-